

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil dix, le vingt six août, le Conseil Municipal de la Commune de BOUAYE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jacques GARREAU, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29

N° 5/2010

Date de convocation du Conseil Municipal : 19 août 2010

PRESENTS : Jacques GARREAU, Maire, Freddy HERVOCHON, Jacques CHATEAU, Christian RIVAUD, Marie-Pierre RATEZ, Eric CONTREMOULIN, Marie-Bernadette BOUREAU, adjoints, Mélinda BODIN, Maurice BOUE, Jacqueline GAUDIN, René GAUTIER, Gérard POUESSEL, Andrée BERTET, Laurent JAUNET, Bernard JANOT, Monique JEANNEAU, Michèle DROUAL, Jacques GUEFVENEU, Bernard KELLER, Bernadette BEILVERT et Grégory DELEMAZURE, Conseillers Municipaux.

EXCUSES : Nicole CHOTARD (pouvoir à Jacques GARREAU), Elsa LE MOING (pouvoir à Michèle DROUAL), Sylvie MANCEAU (pouvoir à Christian RIVAUD), Louis-Marie COTTINEAU (pouvoir à Marie-Pierre RATEZ), Sylvie LEVILLAYER (pouvoir à Eric CONTREMOULIN), Bernard DEHOUSSE (pouvoir à Bernard KELLER), Véronique LARDEUX (pouvoir à Bernadette BEILVERT), Michèle ROBLES-DENIS (pouvoir à Grégory DELEMAZURE).

Mme Monique JEANNEAU et M. Bernard JANOT ont été désignés secrétaires.

1) MODIFICATION DE POSTE NON TITULAIRE – CHARGE DE MISSION AGENDA 21

Rapporteur : Monsieur GARREAU

Exposé :

Le Conseil Municipal, dans sa séance du 17 décembre 2009, a approuvé le recours à un emploi en contrat aidé sur 2 ans pour l'élaboration et la mise en œuvre du second Agenda 21 communal.

Le Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi « Passerelle » permettait une prise en charge du poste par l'Etat à hauteur de 90% du SMIC et l'exonération des charges patronales.

La personne recrutée sous ce dispositif le 1^{er} mars dernier a souhaité interrompre son contrat, fin juin, pour raisons personnelles.

Afin de continuer le travail engagé et de mener à bien le projet municipal, il est envisagé de procéder à un nouveau recrutement par le biais d'un autre contrat aidé, le Contrat Unique d'Insertion, dans les mêmes conditions de durée (temps plein sur les 20 mois restants) et de rémunération que précédemment.

Ce dispositif, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010, permet une prise en charge à hauteur de 95% du SMIC par le Conseil Général et l'exonération des charges patronales.

Il est proposé au Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission Finances, Planification, Personnel du 24 juin 2010

- D'approuver la création à compter du 1^{er} septembre 2010 d'un emploi en Contrat Unique d'Insertion pour une période de 6 mois, renouvelable dans la limite de 20 mois, à temps complet avec une rémunération de 1,1 SMIC, en lieu et place du CAE Passerelle,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document et à accomplir toutes formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2010, chapitre 012.

Le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité :

- Approuve la création à compter du 1^{er} septembre 2010 d'un emploi en Contrat Unique d'Insertion pour une période de 6 mois, renouvelable dans la limite de 20 mois, à temps complet avec une rémunération de 1,1 SMIC, en lieu et place du CAE Passerelle,
 - Autorise Monsieur le Maire à signer tout document et à accomplir toutes formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pour copie conforme
BOUAYE, le 30 août 2010
Le Maire,

Jacques GARREAU

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil dix, le vingt six août, le Conseil Municipal de la Commune de BOUAYE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jacques GARREAU, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29

N°5/2010

Date de convocation du Conseil Municipal : 19 août 2010

PRESENTS : Jacques GARREAU, Maire, Freddy HERVOCHON, Jacques CHATEAU, Christian RIVAUD, Marie-Pierre RATEZ, Eric CONTREMOULIN, Marie-Bernadette BOUREAU, adjoints, Mélinda BODIN, Maurice BOUE, Jacqueline GAUDIN, René GAUTIER, Gérard POUESSEL, Andrée BERTET, Laurent JAUNET, Bernard JANOT, Monique JEANNEAU, Michèle DROUAL, Jacques GUEFVENEU, Bernard KELLER, Bernadette BEILVERT et Grégory DELEMAZURE, Conseillers Municipaux.

EXCUSES : Nicole CHOTARD (pouvoir à Jacques GARREAU), Elsa LE MOING (pouvoir à Michèle DROUAL), Sylvie MANCEAU (pouvoir à Christian RIVAUD), Louis-Marie COTTINEAU (pouvoir à Marie-Pierre RATEZ), Sylvie LEVILLAYER (pouvoir à Eric CONTREMOULIN), Bernard DEHOUSSE (pouvoir à Bernard KELLER), Véronique LARDEUX (pouvoir à Bernadette BEILVERT), Michèle ROBLES-DENIS (pouvoir à Grégory DELEMAZURE).

Mme Monique JEANNEAU et M. Bernard JANOT ont été désignés secrétaires.

2) CREATION D'UN POSTE OCCASIONNEL – ADJOINT D'ANIMATION NON TITULAIRE

Rapporteur : Monsieur GARREAU

Exposé :

Afin d'assurer l'accueil des enfants dans de bonnes conditions à la rentrée, il est nécessaire de créer un poste d'agent d'animation non titulaire à temps non complet 18,5h/35 (soit 52,86%) pour 3 mois, renouvelable une fois, à compter du 1^{er} septembre 2010.

Les besoins se concentrent essentiellement sur le temps du midi et les mercredis.

Pour mémoire, un poste occasionnel avait été créé durant l'année scolaire 2009-2010, à hauteur de 81,72% d'un temps complet, incluant également des heures pour l'accueil périscolaire du soir.

Il est proposé au Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission Finances, Planification, Personnel du 24 juin 2010

- De créer un poste d'Adjoint d'animation non titulaire à temps non complet 18,5/35h, pour 3 mois à compter du 1^{er} septembre 2010, renouvelable une fois, rémunéré sur la base de l'Indice Brut 297, Indice Majoré 292.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2010, chapitre 012.

Le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité :

- Créé un poste d'Adjoint d'animation non titulaire à temps non complet 18,5/35h, pour 3 mois à compter du 1^{er} septembre 2010, renouvelable une fois, rémunéré sur la base de l'Indice Brut 297, Indice Majoré 292.

Pour copie conforme
BOUAYE, le 30 août 2010
Le Maire,

Jacques GARREAU

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil dix, le vingt six août, le Conseil Municipal de la Commune de BOUAYE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jacques GARREAU, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29

N°5/2010

Date de convocation du Conseil Municipal : 19 août 2010

PRESENTS : Jacques GARREAU, Maire, Freddy HERVOCHON, Jacques CHATEAU, Christian RIVAUD, Marie-Pierre RATEZ, Eric CONTREMOULIN, Marie-Bernadette BOUREAU, adjoints, Mélinda BODIN, Maurice BOUE, Jacqueline GAUDIN, René GAUTIER, Gérard POUESSEL, Andrée BERTET, Laurent JAUNET, Bernard JANOT, Monique JEANNEAU, Michèle DROUAL, Jacques GUEFVENEU, Bernard KELLER, Bernadette BEILVERT et Grégory DELEMAZURE, Conseillers Municipaux.

EXCUSES : Nicole CHOTARD (pouvoir à Jacques GARREAU), Elsa LE MOING (pouvoir à Michèle DROUAL), Sylvie MANCEAU (pouvoir à Christian RIVAUD), Louis-Marie COTTINEAU (pouvoir à Marie-Pierre RATEZ), Sylvie LEVILLAYER (pouvoir à Eric CONTREMOULIN), Bernard DEHOUSSE (pouvoir à Bernard KELLER), Véronique LARDEUX (pouvoir à Bernadette BEILVERT), Michèle ROBLES-DENIS (pouvoir à Grégory DELEMAZURE).

Mme Monique JEANNEAU et M. Bernard JANOT ont été désignés secrétaires.

3) AUTORISATION DE CESSION DE MATERIEL ROULANT – TONDEUSE AUTOPORTEE

Rapporteur : Monsieur HERVOCHON

Exposé :

La consultation lancée pour l'acquisition d'une nouvelle tondeuse autoportée pour le service des espaces verts prévoyait une offre de reprise de l'ancienne machine, offre qui n'entrait pas dans les critères de jugement des offres (cf. article 6 du Règlement de Consultation).

La Ville se réservait en ce sens le droit de donner suite ou non à la proposition de reprise du matériel existant acquis en 2000 (marque ISEKI, type SF ; n° de la machine : 200946 ; immatriculée 815 BSR 44).

Suite à la décision du maire en date du 23 juin 2010, la société ESPACE MOTOCULTURE 576 route de Clisson 44120 VERTOU a été retenue pour la fourniture de la nouvelle machine pour un montant Toutes Taxes Comprises de 27 960,00 €.

L'offre de reprise a été pour sa part fixée à 7 000 € nets.

La livraison a été effectuée le 5 juillet 2010.

Compte tenu de l'absence de bâtiment susceptible d'abriter une machine supplémentaire et surtout de l'effectif réduit des agents du service des espaces verts, il ne semble pas opportun de conserver l'ancienne machine ISEKI.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission Finances, Planification, Personnel du 24 juin 2010

- D'accepter l'offre de reprise de 7 000 € nets de la société ESPACE MOTOCULTURE, 576 route de Clisson, 44120 VERTOU, offre qui correspondant à sa proposition formulée dans l'acte d'engagement pour l'acquisition du nouveau matériel ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à la cession de ce matériel ;
- De sortir ce matériel roulant (tondeuse autoportée ISEKI immatriculée 815BSR 44) de l'inventaire communal.

Le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité :

- Accepte l'offre de reprise de 7 000 € nets de la société ESPACE MOTOCULTURE, 576 route de Clisson, 44120 VERTOU, offre qui correspondant à sa proposition formulée dans l'acte d'engagement pour l'acquisition du nouveau matériel ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à la cession de ce matériel ;
- Sort ce matériel roulant (tondeuse autoportée ISEKI immatriculée 815BSR 44) de l'inventaire communal.

Pour copie conforme
BOUAYE, le 30 août 2010
Le Maire,

Jacques GARREAU

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil dix, le vingt six août, le Conseil Municipal de la Commune de BOUAYE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jacques GARREAU, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29

N° 5/2010

Date de convocation du Conseil Municipal : 19 août 2010

PRESENTS : Jacques GARREAU, Maire, Freddy HERVOCHON, Jacques CHATEAU, Christian RIVAUD, Marie-Pierre RATEZ, Eric CONTREMOULIN, Marie-Bernadette BOUREAU, adjoints, Mélinda BODIN, Maurice BOUE, Jacqueline GAUDIN, René GAUTIER, Gérard POUESSEL, Andrée BERTET, Laurent JAUNET, Bernard JANOT, Monique JEANNEAU, Michèle DROUAL, Jacques GUEFVENEU, Bernard KELLER, Bernadette BEILVERT et Grégory DELEMAZURE, Conseillers Municipaux.

EXCUSES : Nicole CHOTARD (pouvoir à Jacques GARREAU), Elsa LE MOING (pouvoir à Michèle DROUAL), Sylvie MANCEAU (pouvoir à Christian RIVAUD), Louis-Marie COTTINEAU (pouvoir à Marie-Pierre RATEZ), Sylvie LEVILLAYER (pouvoir à Eric CONTREMOULIN), Bernard DEHOUSSE (pouvoir à Bernard KELLER), Véronique LARDEUX (pouvoir à Bernadette BEILVERT), Michèle ROBLES-DENIS (pouvoir à Grégory DELEMAZURE).

Mme Monique JEANNEAU et M. Bernard JANOT ont été désignés secrétaires.

4) CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE SPORTIF SUR LE SITE DE BELLESTRE – APPROBATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES DU LOT N° 10 CLOISONNEMENT

Rapporteur : Monsieur RIVAUD

Exposé :

Par délibération en date du 10 juin 2009, le Conseil Municipal a approuvé le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) relatif à la construction d'un ensemble sportif sur le site de Bellestre et décidé de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert (européen).

Par délibération en date du 16 novembre 2009, le Conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer les marchés pour les lots 1 à 4, 6 à 10 et 12 à 20. La société ACTIF Cloisons Sèches, sise 39 rue de la Gâtine à CHOLET, s'est ainsi vu attribuer le lot n°10 « Cloisonnement ».

Par jugement en date du 30 juin 2010, la société Actif Cloisons Sèches a été placée en liquidation judiciaire. Maître Bernard JUMEL, mandataire judiciaire en charge de cette affaire, a indiqué à la commune par courrier en date du 26 août 2010 que la société ACTIF Cloisons Sèches « a cessé toute activité et qu'elle ne pourra honorer votre demande de travaux ». Maître JUMEL ajoute que « la reprise de ce contrat n'est pas envisagée ». Conformément aux dispositions de l'article 47 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, le marché qui liait la Ville de Bouaye à la Société Actif Cloisons Sèches est donc résilié.

Compte tenu de cette situation, il convient de lancer une nouvelle procédure de consultation et d'approuver le Dossier de Consultation des Entreprises afférent à cette affaire.

Le titre III de l'article 27 du Code des Marchés publics dispose :

« Toutefois, même si la valeur totale des lots est égale ou supérieur aux seuils des marchés formalisés, il est possible de recourir à une procédure adaptée :

(...) 2° Pour les lots inférieurs à 1 000 000 € HT dans le cas des marchés de travaux, à la condition que le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur de la totalité des lots.

Cette dérogation peut également s'appliquer (...) à des lots dont l'exécution est inachevée après résiliation du marché initial lorsque ces lots satisfont aux conditions fixées par les alinéas précédents ».

Compte tenu du montant de ce lot estimé à 60 000 € HT (et donc à la fois inférieur à 1 000 000 € et à 20% de la valeur de la totalité des lots) et de la résiliation du contrat pour cause de liquidation judiciaire, il est donc possible d'opter pour une procédure adaptée en lieu et place d'une procédure d'appel d'offres ouvert européen.

Il est ainsi proposé au conseil municipal,

- D'approuver le DCE dressé par le maître d'œuvre pour le lot n°10 « Cloisonnement » dont le montant des travaux est estimé à 60 000 € HT (tranche ferme et tranche conditionnelle 1) ;
- De confirmer la décision de lancer une procédure adaptée pour ce lot.

Le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité :

- Approuve le DCE dressé par le maître d'œuvre pour le lot n°10 « Cloisonnement » dont le montant des travaux est estimé à 60 000 € HT (tranche ferme et tranche conditionnelle 1) ;
- Confirme la décision de lancer une procédure adaptée pour ce lot.

Pour copie conforme
BOUAYE, le 30 août 2010
Le Maire,

Jacques GARREAU

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil dix, le vingt six août, le Conseil Municipal de la Commune de BOUAYE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jacques GARREAU, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29

N° 5/2010

Date de convocation du Conseil Municipal : 19 août 2010

PRESENTS : Jacques GARREAU, Maire, Freddy HERVOCHON, Jacques CHATEAU, Christian RIVAUD, Marie-Pierre RATEZ, Eric CONTREMOULIN, Marie-Bernadette BOUREAU, adjoints, Mélinda BODIN, Maurice BOUE, Jacqueline GAUDIN, René GAUTIER, Gérard POUESSEL, Andrée BERTET, Laurent JAUNET, Bernard JANOT, Monique JEANNEAU, Michèle DROUAL, Jacques GUEFVENEU, Bernard KELLER, Bernadette BEILVERT et Grégory DELEMAZURE, Conseillers Municipaux.

EXCUSES : Nicole CHOTARD (pouvoir à Jacques GARREAU), Elsa LE MOING (pouvoir à Michèle DROUAL), Sylvie MANCEAU (pouvoir à Christian RIVAUD), Louis-Marie COTTINEAU (pouvoir à Marie-Pierre RATEZ), Sylvie LEVILLAYER (pouvoir à Eric CONTREMOULIN), Bernard DEHOUSSE (pouvoir à Bernard KELLER), Véronique LARDEUX (pouvoir à Bernadette BEILVERT), Michèle ROBLES-DENIS (pouvoir à Grégory DELEMAZURE).

Mme Monique JEANNEAU et M. Bernard JANOT ont été désignés secrétaires.

5) COMPTE RENDU DE L'EXERCICE DES DELEGATIONS AU MAIRE DE CERTAINES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : M. le Maire

Exposé :

Il est rendu compte de l'exercice par le Maire des diverses attributions du conseil municipal qui lui ont été déléguées en vertu :

- **de la délibération du 10 juillet 2008**

- Cocontractants : OTIS
- Objet : maintenance de l'ascenseur de l'ensemble sportif des Ormeaux
- Durée : 2 ans
- Montant : 1 500 € HT par an

- **de la délibération du 4 février 2010**

- Tarif du concert jeune du 11 septembre 2010 : 3 €
- Tarifs du spectacle de cirque du 28 octobre 2010 : 3 € et 5 €.
- Tarif du spectacle de novembre de Mickaël DAYOT : 3 €

• **de la délibération du 2 avril 2008** par laquelle le Conseil Municipal a autorisé le Maire à ester en justice pour la durée du mandat, et notamment à représenter la commune en défense dans toutes actions intentées contre elle :

- Affaire BEILVERT c/ Commune de Bouaye. Jugement du Tribunal Administratif de Nantes du 9 juillet 2010. Annulation de la décision du 28 mai 2008 par laquelle la commune ne s'est pas opposée à la réalisation d'un lotissement. Condamnation de la commune à verser une somme de 1 200 € au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative (prise en charge des frais de justice).

Pour copie conforme
BOUAYE, le 30 août 2010
Le Maire,

Jacques GARREAU